

N°21

NOV

2012

REVUE  
POLITIQUE  
MENSUELLE  
DU PCF

P.24 LE GRAND  
ENTRETIEN

NOTRE COMBAT  
POUR LA  
PROTECTION  
SOCIALE

par Jean-Luc Gibelin

P.30 MOUVEMENT RÉEL

ANTONIO GRAMSCI  
Vers une nouvelle  
culture socialiste  
par Razmig Keucheyan

P.32 HISTOIRE

ERIC J. HOBBSBAWM  
Retour sur l'URSS,  
sa chute et l'avenir  
du marxisme

LA REVUE DU  
PROJET

► P.6 LE DOSSIER

HABITER  
LA VILLE

nus à la population se fait majoritairement par d'autres canaux que la rémunération du travail industriel. L'habitat populaire s'est détaché de l'industrie, d'autant plus que celle-ci est largement abandonnée au profit d'autres localisations. L'habitat populaire résiste cependant grâce à une plus grande mobilité des habitants qui, au lieu de faire cinq kilomètres aller et retour maximum pour aller à l'usine, font jusqu'à trente kilomètres en moyenne pour aller travailler et consommer.

La consommation est en effet devenue dans les quartiers populaires, pour les habitants à faible revenu, un véritable tra-

“ *Un logement populaire ne doit être ni un bien spéculatif ni un espace répétitif et pédagogique, mais doit donner à chacun la liberté d'organiser sa vie hors travail à sa manière.* ”

vail d'évaluation des prix, d'information des amis, et de renseignement des entreprises de production de biens et de services grâce à l'informatisation des caisses de supermarché. Le travail de transformation effectué autrefois dans les cuisines par les femmes, est maintenant effectué en usine et présenté sous cellophane ; dans le logement la cuisine diminue de taille, mais réfrigérateur et congélateur prennent des tailles de plus en plus monumentales. Les femmes travaillent maintenant au-dehors et souhaitent participer aux conversations qui se tiennent dans le salon qui s'agrandit, et suivre avec le reste du ménage l'émission de télévi-

sion. Un des cloisonnements essentiels au modèle « petit-bourgeois » a sauté et laissé place à la modernité de l'installation « à l'américaine ».

### UN MOULE UNIFORME

Au prix d'un travail permanent, ou d'un laisser-aller coupable, la femme règne sur ce petit monde dont les membres se réfugient chacun dans sa chambre ou dans son coin, avec les écouteurs et le téléphone portable qui lui permettent de faire sécession en douceur. Le logement ressemble à un centre d'appels, où le dehors multiplie les invitations à désertier. Ce logement modelé comme un cocon par les programmes de logement social, qu'imitent paresseusement les programmes privés, ne joue son rôle familial que les premières années d'enfance. Le logement populaire contemporain est ressenti comme un moule uniforme, d'autant plus étouffant que les contrats de location interdisent de le modifier à volonté, sauf à le rendre dans le même état au départ. On n'a le droit d'habiter qu'en nomade, avec des affaires déménagables !

### LE LOGEMENT POPULAIRE À VENIR

Mais ce tropisme vers le dehors des membres de la famille nous indique aussi qu'on ne peut parler du logement populaire – qui devrait être bon marché, modifiable, aimable – qu'en s'intéressant également à son environnement, aux transports qui le lient à l'ensemble des lieux de travail ou de loisir alentour et à la multiplicité des espaces publics ou privés fréquentables. Le renouveau du logement populaire exige qu'il ne soit pas relégué, et que de nouvelles mesures soient prises pour

lui dégager des emprises urbaines bon marché ou gratuites. Une réflexion collective, politique, syndicale et associative, devrait mettre en commun les droits et les devoirs associés à la propriété et à la location aujourd'hui pour définir un statut de propriété sociale temporaire, ajustable aux besoins de la vie, modifiable par ceux qui ont des projets d'installation longue, banalisée pour ceux qui préfèrent la mobilité. La propriété ne devrait plus être opposée à la location ; le droit d'usage d'un logement devrait être acheté contractuellement pour un temps indéterminé et transmis selon des règles qui en assurent un entretien normal. Un logement populaire ne doit être ni un bien spéculatif ni un espace répétitif et pédagogique, mais doit donner à chacun la liberté d'organiser sa vie hors travail à sa manière. La richesse des aménagements intérieurs dont sont capables les habitants des quartiers populaires est mise en valeur dans le livre *Le renouvellement urbain*. Le logement populaire à venir sera toujours plus divers, plus apte à accueillir les trajectoires sociales les plus variées. ■

\*Anne Querrien est sociologue dans le cadre de l'association internationale de techniciens, experts et chercheurs (AITEC).

13

## L'INVENTION PAR LE PEUPLE DE NOUVEAUX MODES DE VIE

**Une démarche novatrice afin de développer une dynamique de transformation des conditions de production de l'habitat populaire.**

PAR JEAN FRANÇOIS PARENT\*

Individus déplacés, victimes de la violence et de la misère, « d'impératifs » économiques aveugles, relégués et stigmatisés dans des quartiers insalubres ou en périphéries de la « Ville »... Populations déracinées au sein de zones pavillonnaires devenues le cadre moderne de la solitude, de l'abandon social et du vide existentiel... Nul ne peut ignorer qu'une fraction toujours crois-

sante de la population mondiale « vit » dans des conditions matérielles et humaines indignes.

### UNE DEMANDE SOCIALE INSATISFAITE

Ces situations sont connues et unanimement déplorées. Elles donnent lieu à des mesures de rattrapage concernant l'environnement matériel ; mesures d'ordre quantitatif, mesures réactives car soumises à l'urgence, stéréotypées car produisant les mêmes logements sou-

mis aux mêmes impératifs partout dans le monde, réductrices et conservatrices car censées répondre aux besoins présumés d'un certain mode de vie individuel et familial – et non aux besoins différenciés et aux attentes collectives de citoyens auteurs de leur vie en société. Ces mesures provoquent une demande sociale insatisfaite, de plus en plus critique et soucieuse de dépasser une position de demandeurs et de consommateurs insatisfaits, pour faire reconnaître

> SUITE  
PAGE14

« un droit » de participants responsables. Cette situation – crise multiforme, croissante, insupportable et mesures inadéquates pour y faire face – n'est pas celle d'une période conjoncturelle de tension et de désordre dont il suffira d'attendre le dénouement pour retrouver une situation « normale ». Elle est révélatrice d'un système général qui, par sa cohérence masquée, isole chacun des acteurs institutionnels dans un cadre où s'imposent à lui des « solutions » nécessairement partielles et conservatrices. Ce cadre détermine les modes de représentation et de compréhension de la réalité, les formes de recherche et de formation (lesquelles ne produisent plus l'indispensable réflexion critique et des outils d'engagements créatifs), les modes de production (lesquels privilégient des moyens techniques rentables et des visions « expertes » standardisées), et enfin les choix étatiques et les pratiques politiques plus souvent gestionnaires et réactives que prospectives et émancipatrices.

## LA CRÉATION DU LABORATOIRE INTERNATIONAL POUR L'HABITAT POPULAIRE

C'est dans ce cadre général que le Laboratoire international pour l'habitat populaire s'est créé en 2008, qu'il a conçu et fait évoluer ses questionnements et ses propositions afin de développer une dynamique de transformation des conditions de production de l'habitat populaire, non pas un habitat pour le pauvre mais l'habitat d'un peuple qui prend le pouvoir de s'inventer de nouveaux modes de vie.

Pour affronter la dictature du marché et le formatage correspondant de consommateurs mystifiés, pour tenter de résister à toute tentation d'aliénation conceptuelle, le LIHP a progressivement précisé un *horizon d'attente* qui ne dissocie pas environnement matériel et environnement humain, production de l'habitat (ville et quartier) et développement d'une culture de l'habiter, de la prise de conscience des différents effets des processus de construction (données économiques, techniques, scientifiques et humaines). Horizon d'attente dont le premier corollaire est la nécessaire implication de l'ensemble des acteurs concernés et, tout particulièrement, les citoyens, non plus consommateurs de logements mais concepteurs d'habitats ! Le droit à la recherche et à l'action pour tous...

Le choix de la démarche a pris progressivement la forme de la recherche-action : mettre en situation de respon-

sabilité partagée des personnes de compétences et de statuts différents, chacune étant à la fois et solidairement chercheur et acteur et apportant – à partir de son expérience – des savoirs, des interrogations, des motivations et des représentations qui vont se confronter à celles des autres dans la conduite d'une production commune nécessairement inédite. Démarche conflictuelle, inhérente à tout projet émancipateur, et source de son dynamisme, de sa créativité et de son efficacité.

## DES CHAMPS D'ACTION PRIORITAIRES

Après trois ans d'expériences dans des contextes aussi différents que ceux engagés par le LIHP se sont précisés des champs d'interrogations et d'action prioritaires :

Au plan conceptuel, à propos du *phénomène urbain* (la ville comme contrainte ségrégative vs cadre de vie émancipateur ; *de la place du travail* et des activités de production dans la ville ; *des rapports ville-campagne* (en interrogeant les clivages entre espace urbain et espace rural, environnement et milieux) ; *des distinctions essentielles* entre : être logé vs habiter, logement social vs habitat populaire ; *de l'intégration d'une écologie environnementale dans une écologie globale* incluant l'humain...

Au plan méthodologique et stratégique, la participation des populations a à la fois validé le bien-fondé de la démarche proposée, renforcé la conviction qu'il est possible de modifier radicalement l'état présent... et souligné la complexité du projet. En effet, les tensions produites témoignent de la réalité, du monde tel qu'il est et des acteurs tels qu'ils sont, souvent trop rapidement qualifiés de partenaires indifférenciés ou d'adversaires à éviter. La démarche de recherche-action consiste ainsi à travailler collectivement sur des situations d'échanges, de mise au point

et d'approfondissement nécessaires afin d'élever la conscience de la nature et des enjeux des problèmes abordés : cela, non abstraitement au plan idéologique, mais dans le questionnement et dans l'analyse de situations concrètes où s'engage leur transformation. La recherche-action est bien ce travail rigoureux de recherche sur les effets d'une action impliquant la diver-

“ *la nécessaire implication de l'ensemble des acteurs concernés et, tout particulièrement, les citoyens, non plus consommateurs de logements mais concepteurs d'habitats !* ”

sité contradictoire de partenaires dont l'engagement à égalité dans la même nécessité va ébranler certitudes, représentations et modes de pensée et déboucher sur de nouvelles cohérences, reflet dialectique et de la réalité nouvelle et de la démarche qui la produit. On ne comprend que ce qu'on transforme...

D'où la complexité des missions du LIHP à la fois acteur parmi d'autres – ses membres sont souvent architectes et urbanistes – et acteur particulier car garant de démarches novatrices à mettre à la disposition de tous. En bref, il doit s'associer localement à la conception et à la réalisation de projets progressistes et émancipateurs sans cesser de faire vivre les modèles théoriques que de telles pratiques permettent d'élaborer... Ambitieux programme à la mesure de la gravité de la situation ! ■

\*Jean François Parent est architecte DPLG (diplômé par le gouvernement). Il est président du Laboratoire international pour l'habitat populaire.